L'Emblème du Jour

INFORMATIONS, ANALYSES, INVESTIGATIONS ET PUBLICITÉS **EMAIL :** lemblemedujour@gmail.com - **TÉL :** +229 0195534395

N° 677 DU 03 NOVEMBRE 2026

PROMESSE DE CAMPAGNE P. 09

WADAGNI FAIT DU CASIER JUDICIAIRE UNE FORMALITÉ EN 3 CLICS



ASSEMBLÉE NATIONALE P. 02



Joseph Djogbénou organise son Cabinet autour de l'expertise

PROJET DE LOI DE FINANCES, GESTION 2027 P. 03

Les députés de la dixième législature à l'école des grandes orientations budgétaires de l'État





MODERNISATION DU PORT P. 05

Un financement de 13,12 milliards FCFA envisagé

ASSEMBLÉE NATIONALE

Djogbénou organise son Cabinet autour de l'expertise



Le président de l'Assemblée nationale mise sur la complémentarité des compétences, la spécialisation et le travail collectif pour renforcer l'efficacité de son Cabinet.

Comment optimiser les compétences réunies au sein d'un Cabinet présidentiel ? À la tête de l'Assemblée nationale, Joseph Fifamin Djogbénou entend apporter une réponse à travers une organisation fondée sur la spécialisation, la complémentarité des expertises et la responsabilisation de ses collaborateurs.

Réunis autour du président de l'Assemblée nationale ce lundi 2 novembre 2026, les nouveaux Conseillers techniques (CT) et Chargés de mission (CM), entrés en fonction le 19 octobre dernier, ont été entretenus sur les modalités pratiques de leur participation à l'action du Cabinet. Cette rencontre a permis de définir les grandes orientations de leur collaboration et les principes devant encadrer leurs interventions.

Au centre de cette nouvelle organisation figure la mise en place de pools d'expertise regroupant les Conseillers techniques suivant les principaux domaines de l'activité parlementaire. Cette répartition vise à valoriser les compétences spécifiques de chaque collaborateur et à favoriser le croisement des analyses sur les dossiers soumis à l'appréciation du président de l'institution.

L'ambition est de disposer, dans chaque domaine de compétence, d'une expertise suffisamment pointue pour éclairer les prises de décision. Les Conseillers techniques seront ainsi sollicités pour mettre leur savoir-faire au service du Cabinet, notamment à travers l'élaboration de notes d'analyse et d'appréciation sur les dossiers relevant de leurs spécialités.

Cette dynamique collective n'exclut pas pour autant les interventions individuelles. Joseph Fifamin Djogbénou conserve la possibilité de solliciter directement un Conseiller technique ou un Chargé de mission afin de recueillir un avis particulier ou d'obtenir un éclairage précis sur une question relevant de ses responsabilités.

Pour assurer le bon fonctionnement des différents pools, une organisation interne sera mise en place autour d'un coordonnateur et d'un rapporteur pour chacun d'eux. Les coordonnateurs participeront aux réunions du Cabinet présidées par le président de l'Assemblée nationale, permettant ainsi une meilleure articulation des travaux et une circulation efficace des informations au sein de l'équipe.

Au-delà de cette répartition des tâches, le président de l'institution a particulièrement insisté sur l'exigence de qualité et de pertinence des contributions attendues. Il a rappelé à ses collaborateurs que leurs fonctions reposent avant tout sur leur capacité à mobiliser leurs connaissances, leur expérience et leur expertise pour accompagner efficacement l'action du Cabinet.

Dans le même esprit, une séance d'imprégnation sera organisée à l'intention des nouveaux Conseillers techniques et Chargés de mission. Elle portera notamment sur le fonctionnement de l'Assemblée nationale, ses différentes structures ainsi que ses procédures internes. Cette initiative vise à leur permettre de mieux maîtriser l'environnement institutionnel dans lequel ils sont appelés à exercer leurs missions.

En retour, les nouveaux collaborateurs ont exprimé leur reconnaissance au président de l'Assemblée nationale pour la confiance placée en eux. Ils ont également réaffirmé leur disponibilité et leur engagement à assumer pleinement les responsabilités qui leur sont confiées.

À travers cette démarche, Joseph Fifamin Djogbénou imprime une nouvelle dynamique organisationnelle à son Cabinet, en privilégiant une approche qui associe expertise individuelle, concertation et responsabilité collective. Une organisation destinée à faire de la diversité des compétences un levier d'accompagnement et d'efficacité dans l'exercice des missions du président de l'Assemblée nationale.

Emeric Joël ALLAGBE

MEDIAS AU BENIN

Votre site d'informations en ligne

Dans le souci de mieux vous informer et surtout vous servir, EMERIC PRODUCTION qui édite votre journal «L'emblème du jour» a lancé le jeudi 15 août 2024 son site web officiel "www.lemblemedujour.com"

Sur ce site, vous pouvez désormais lire tous les articles et télécharger toutes les parutions de votre journal «L'emblème du jour» ainsi que toutes les publicités de ELONA HOUSE et de FENOU GUEST HOUSE. Mieux ce site est également un espace publicitaire pour tous nos partenaires, soutiens, sponsors.

Sur www.lemblemedujour.bj,
faites comme chez vous.

www.lemblemedujour.bj
www.lemblemedujour.com

L'Emblème du Jour

INFORMATIONS, ANALYSES, INVESTIGATIONS ET PUBLICITÉS

Email : lemblemedujour@gmail.com
Tél : +229 0195534395

ISBN : 978-99982-1-737-9 DEPOT LEGALE N° 15577
N° 495-25/HAAC/PT/CLC/SG/DA/DC/SDC/SCS

PORTO-NOVO (République du Bénin)

EMAIL : lemblemedujour@gmail.com
TELEPHONE : +229 01 98 90 46 40

PRODUCTION
ETS EMERIC PRODUCTION
(RCCM RB/PNO/09A848)

DIRECTEUR DE PUBLICATION
Eméric Joel ALLAGBE
+229 01 97 90 46 40 / 01 98 90 46 40

SECRÉTAIRE DE RÉDATION
Fernandez Cyrus Benicio SOWANOU
+229 01 97 74 01 02

RÉDACTION
Emeric Joël ALLAGBE (Journaliste)
Fernandez Cyrus SOWANOU (Journaliste)
James Meryl ALLAGBE (Journaliste)
Marie Estelle AKANNI (Journaliste)
Aimé HOUENOU (Journaliste)

MONTAGE ET GRAPHISME
Mayass M. NOUMON
+229 01 96 13 84 84

PROJET DE LOI DE FINANCES, GESTION 2027

Les députés de la 10e législature à l'école des grandes orientations budgétaires de l'État

Les députés de la 10e législature sont attendus, ce lundi 9 novembre 2026, au Palais des Gouverneurs à Porto-Novo, dans le cadre d'un atelier d'information et d'appropriation du contenu du projet de loi de finances, gestion 2027.

Cette rencontre s'inscrit dans le processus d'examen du projet de budget de l'État pour l'exercice 2027. Elle vise à permettre aux parlementaires de prendre connaissance des principales dispositions du document budgétaire, d'en comprendre les orientations et de mieux appréhender les choix économiques et financiers opérés par le Gouvernement.

À travers cet atelier, les élus de la Nation auront l'occasion d'approfondir leur compréhension des prévisions de recettes, des dépenses publiques, des investissements programmés ainsi que des priorités retenues pour la gestion des finances publiques au titre de l'année 2027.

Cette séance d'information et d'appropriation constitue également une étape préparatoire importante pour les députés, appelés à exercer pleinement leur mission constitutionnelle d'examen, d'analyse et de vote du budget de l'État.

Au-delà de la présentation des grandes lignes du projet, les échanges devraient contribuer à éclairer les parlementaires sur les enjeux économiques, sociaux et financiers qui sous-tendent les choix budgétaires proposés pour le prochain exercice.

Après cette phase d'appropriation, les députés de la 10e législature pourront aborder l'examen du projet de loi de finances, gestion 2027, avec une meilleure connaissance de ses différentes composantes et des implications des choix opérés pour les populations et le développement du Bénin.

Un budget de 4 757,029 milliards FCFA en perspective

Adopté en Conseil des ministres le 7 octobre 2026, le projet de loi de finances, gestion 2027, s'équilibre en ressources et en charges à 4 757,029 milliards de FCFA, contre 4 148,357 milliards de FCFA pour le budget rectificatif de 2026, soit une progression de 14,7 %. Il table notamment sur un taux de croissance économique de 7,5 % et un déficit budgétaire de 2,8 % du PIB.

Les cinq principaux leviers annoncés concernent la modernisation de l'agriculture, la promotion industrielle, la valorisation du tourisme et de la culture, l'innovation technologique ainsi que le renforcement du capital humain.

L'atelier du 9 novembre apparaît ainsi comme un rendez-vous important dans le calendrier parlementaire, avant les différentes étapes d'examen du budget général de l'État. Il permettra aux députés de mieux cerner les enjeux du projet et de se préparer aux discussions budgétaires à venir.

Porto-Novo sera donc, ce lundi, au centre de cette étape de préparation parlementaire autour des grandes orientations financières du Bénin pour l'année 2027.

Emeric Joël ALLAGBE



BÉNIN

797,5 milliards FCFA pour le climat en 2027

Le gouvernement béninois prévoit de consacrer 797,5 milliards de FCFA aux investissements publics liés au climat en 2027. Cette enveloppe représente 51,25 % du portefeuille global des investissements publics programmés, estimé à 1 545,2 milliards de FCFA. Une orientation budgétaire qui traduit la volonté de renforcer la résilience du pays face aux changements climatiques.

La lutte contre les effets du changement climatique occupe une place importante dans les priorités budgétaires du Bénin. Selon la note d'analyse climatique annexée au projet de loi de finances, gestion 2027, l'État prévoit de mobiliser près de 800 milliards de FCFA pour financer des projets et programmes contribuant à la protection de l'environnement et à l'adaptation aux bouleversements climatiques.

Sur cette enveloppe, 682,6 milliards de FCFA sont consacrés aux mesures d'adaptation, destinées notamment à protéger les populations, les infrastructures et les activités économiques contre les conséquences du dérèglement climatique. Les actions d'atténuation, visant entre autres la réduction des émissions de gaz à effet de serre, bénéficient quant à elles de 114,9 milliards de FCFA.

Cette répartition traduit une priorité accordée à l'anticipation et à la gestion des risques environnementaux auxquels le pays est confronté, notamment les inondations, l'érosion côtière, les phénomènes météorologiques extrêmes et les perturbations des activités agricoles.

Le Cadre de vie en première ligne

L'analyse des allocations sectorielles place le ministère du Cadre de vie et des Transports en tête des bénéficiaires, avec 361,2 milliards de FCFA, soit 45,30 % de l'enveloppe climatique.

Il est suivi du ministère de l'Énergie, de l'Eau et des Mines, avec près de 127 milliards de FCFA. Le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique arrive en troisième position avec 108,46 milliards de FCFA, tandis que celui de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche bénéficie d'une allocation proche de 60 milliards de FCFA.

À eux seuls, ces quatre départements ministériels concentrent plus de 82 % des investissements climatiques programmés.

Un dispositif de suivi élargi

La programmation budgétaire pour 2027 introduit également une évolution dans l'identification des dépenses liées au climat. Le marquage climatique est désormais étendu à l'ensemble des projets inscrits au Programme d'investissement public. Cette approche permettra de mieux identifier les investissements contribuant à l'adaptation aux changements climatiques et à la réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Cette démarche s'inscrit dans les orientations nationales, notamment la vision « Bénin 2060 Alafia » et la troisième Contribution déterminée au niveau national (CDN 3.0), qui définit les engagements du pays en matière de lutte contre les changements climatiques.

Des ambitions à concrétiser

Inscrite dans un projet de budget 2027 évalué à 4 757,029 milliards de FCFA, cette enveloppe de 797,5 milliards constitue une prévision budgétaire dont la concrétisation dépendra de l'exécution effective des projets retenus.

Au-delà des montants annoncés, les attentes portent désormais sur la réalisation des infrastructures, l'efficacité des programmes et les retombées concrètes pour les populations. L'enjeu sera de transformer cet effort financier en actions durables capables de renforcer la résilience des territoires et de préserver les ressources naturelles du Bénin.

Emeric Joël ALLAGBE

ÉVÉNEMENTIEL À PORTO-NOVO

ELONA HOUSE, un cadre d'exception pour les fêtes et les conférences

À Djassin Hounvié, dans la ville de Porto-Novo, ELONA HOUSE se positionne comme une adresse de choix pour l'organisation de mariages, anniversaires, cérémonies familiales et rencontres professionnelles. Avec ses espaces aménageables, ses salles climatisées et ses équipements adaptés, l'établissement entend offrir aux particuliers comme aux entreprises un cadre propice à la réussite de leurs événements.



Trouver un espace approprié pour organiser une cérémonie ou une rencontre professionnelle constitue souvent un véritable défi. À Porto-Novo, ELONA HOUSE apporte une réponse à ce besoin en mettant à la disposition de sa clientèle des salles de fêtes et de conférences adaptées à différentes occasions.

Que ce soit pour un mariage, un anniversaire, une communion, un baptême ou une réunion professionnelle, l'établissement propose un cadre accueillant permettant de recevoir les invités dans de bonnes conditions. La modularité des espaces constitue l'un de ses atouts, offrant la possibilité d'adapter la configuration des salles à la nature et à l'envergure de chaque manifestation.

Des prestations pensées pour le confort des clients

Au-delà de la mise à disposition des espaces, ELONA HOUSE met en avant plusieurs services destinés à faciliter l'organisation des événements. L'établissement dispose notamment de salles climatisées, d'une assistance technique professionnelle et d'un groupe électrogène disponible pour contribuer à la continuité des activités en cas de coupure d'électricité.

Ces équipements représentent des avantages importants pour les organisateurs soucieux du confort de leurs invités et du bon déroulement de leurs cérémonies. Ils permettent également d'envisager des rencontres professionnelles et des conférences dans un environnement adapté.

Une adresse accessible à Porto-Novo

Situé à Djassin Hounvié, dans la ville capitale , ELONA HOUSE ambitionne de répondre aux attentes des familles, des associations, des entreprises et des institutions à la recherche d'un espace pour leurs manifestations.

À travers son offre de salles de fêtes et de conférences, l'établissement mise sur la polyvalence de ses installations pour accompagner les moments heureux des familles ainsi que les activités du monde professionnel.

Pour toute information ou réservation, les intéressés peuvent contacter ELONA HOUSE aux numéros suivants : 0198904640 / 0155499999 ou 0195534395 / 0155500707.

ELONA HOUSE : un espace pour célébrer, se réunir et réussir ses événements.

Marie Estelle AKANNI

MODERNISATION DU PORT DE COTONOU

La BERD envisage un financement de 13,12 milliards FCFA pour renforcer les infrastructures portuaires

(Un prêt de 20 millions d'euros destiné à la construction et à la réhabilitation de quatre équipements stratégiques)

Le Port autonome de Cotonou pourrait bénéficier d'un important appui financier de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD). L'institution financière internationale envisage d'accorder un prêt de 20 millions d'euros, soit environ 13,12 milliards de FCFA, pour accompagner la modernisation des infrastructures portuaires. L'approbation de ce financement est annoncée pour le 18 novembre 2026.

Estimé à 23 millions d'euros, soit près de 15,09 milliards de FCFA, le programme d'investissement ambitionne de renforcer les capacités opérationnelles de la plateforme portuaire de Cotonou, considérée comme un maillon essentiel des échanges commerciaux du Bénin et de la sous-région.

Quatre infrastructures majeures sont concernées par ce projet. Il s'agit notamment de la construction d'un complexe destiné à abriter les bureaux de la capitainerie, de la mise en place d'un centre de recrutement ainsi que d'un centre de formation professionnelle pour les dockers. Le programme prévoit également l'aménagement d'espaces de stationnement pour les camions afin de faciliter la circulation et de réduire les difficultés liées à la gestion des flux de véhicules sur la plateforme portuaire.

À travers ces investissements, la BERD entend contribuer à l'amélioration de l'efficacité des opérations portuaires, au renforcement de la sécurité des installations et à une meilleure résilience du port face aux exigences croissantes du commerce maritime.

Un accent particulier sur la gouvernance et la durabilité

Au-delà des infrastructures physiques, le programme comporte un important volet d'assistance technique. Celui-ci vise notamment à accompagner le Port autonome de Cotonou dans l'amélioration de ses procédures de passation des marchés, le renforcement de sa gouvernance institutionnelle et l'optimisation de la qualité de ses informations financières.

Une attention particulière sera également accordée à l'inclusion professionnelle et à l'égalité entre les sexes dans le développement de la main-d'œuvre portuaire.

Sur le plan environnemental, le projet entend promouvoir des infrastructures plus respectueuses de l'environnement, notamment à travers la réduction de la consommation d'eau et d'énergie ainsi que le réemploi des matériaux lorsque cela est possible.

Une consultation du marché prévue le 10 novembre

En prélude à la décision d'approbation du financement, la BERD et le Port autonome de Cotonou prévoient une consultation du marché le 10 novembre 2026. Cette rencontre réunira les entreprises, les consultants, les entrepreneurs et les différents opérateurs économiques susceptibles de prendre part à la réalisation du programme.

Cette démarche permettra de présenter les principales composantes du projet, d'échanger avec les acteurs intéressés et de recueillir leurs observations en amont des futures procédures de contractualisation.

Si elle est approuvée, cette enveloppe financière constituera un nouvel appui à la dynamique de modernisation du Port autonome de Cotonou. Elle devrait contribuer à consolider les performances de cette infrastructure stratégique et à renforcer son rôle dans le développement des échanges commerciaux régionaux et internationaux.

Emeric Joël ALLAGBE



DANGBO

ACTION DE GRÂCE DU BLOC RÉPUBLICAIN À HOZIN

Rachidi Osseni et Mathias Kouwanou fédèrent les militants des cinq communes de la 20e circonscription électorale

Foi, unité, paix et solidarité : les députés Rachidi Osseni et Gnonlonfin Mathias Kouwanou ont réussi une forte mobilisation des militants et sympathisants du Bloc républicain autour d'une célébration d'action de grâce à Hozin. Une initiative qui traduit leur volonté de consolider la cohésion au sein de leur famille politique.

La foi comme ciment de l'unité et la fraternité comme socle de l'engagement collectif. C'est dans cet esprit que les militants et sympathisants du Bloc républicain (BR) se sont retrouvés à Hozin, dans la commune de Dangbo, autour d'une grande célébration d'action de grâce. À l'initiative des députés Rachidi Osseni et Gnonlonfin Mathias Kouwanou, cette rencontre a rassemblé les forces militantes des cinq communes de la 20e circonscription électorale.

Bien au-delà d'un simple rendez-vous religieux, cette célébration a pris les allures d'un véritable moment de communion politique, sociale et spirituelle. Elle a permis aux participants de renouveler leur attachement aux valeurs de paix, de solidarité, de tolérance et de vivre-ensemble.

La mobilisation observée à Hozin témoigne de la capacité des deux parlementaires à fédérer les différentes composantes de leur base militante autour d'une initiative porteuse de valeurs humaines et rassembleuses. Dans un contexte où la cohésion demeure un enjeu majeur pour toute organisation politique, cette démarche met en lumière l'importance de préserver les liens de fraternité et de renforcer la proximité entre responsables et militants.



À travers cette célébration, Rachidi Osseni et Gnonlonfin Mathias Kouwanou envoient un signal fort : celui d'une famille politique qui entend cultiver l'unité, promouvoir la paix et maintenir la solidarité entre ses membres.

À Hozin, le message était donc sans équivoque : au-delà des engagements politiques, la foi, la fraternité et la cohésion restent des valeurs essentielles pour construire une communauté militante unie et résolument tournée vers le développement.

Emeric Joël ALLAGBE

TOURISME À PORTO-NOVO

Résidences FENOU : le confort d'un appartement, la chaleur d'un véritable foyer

À Porto-Novo, les visiteurs disposent désormais d'une adresse pensée pour conjuguer confort, convivialité et sérénité.

À la recherche d'un cadre agréable pour séjourner à Porto-Novo ? Les Résidences FENOU proposent une formule qui entend répondre aux attentes des touristes, voyageurs d'affaires, familles et visiteurs de passage dans la capitale béninoise. Situées à Djassin Houinvié, à Dowa, ces résidences mettent en avant des appartements conçus pour offrir aux occupants une expérience différente de celle d'un hébergement classique.

Loin de l'ambiance impersonnelle que peuvent parfois offrir certains établissements, les Résidences FENOU misent sur une atmosphère chaleureuse et familiale. « Votre confort, notre priorité », telle est la promesse affichée par l'établissement, qui invite les visiteurs à retrouver la chaleur d'un foyer durant leur séjour.

Comme à la maison, loin de chez soi

Pour les touristes qui souhaitent prendre le temps de découvrir Porto-Novo et ses environs, disposer d'un espace confortable constitue un véritable atout. Les Résidences FENOU proposent ainsi des chambres privées et des espaces de vie conviviaux, permettant aux visiteurs de se détendre après leurs sorties, de partager des repas et de préparer sereinement leurs activités du lendemain.

L'aménagement intérieur, présenté comme authentique et soigné, associe confort et fonctionnalité. L'objectif est de permettre à chaque résident de profiter de son séjour à son propre rythme, que ce soit pour quelques nuits ou pour une période plus longue.

Une adresse adaptée aux touristes

Porto-Novo constitue une étape incontournable pour les visiteurs désireux de découvrir le patrimoine, la culture et l'histoire du Bénin. Pour accompagner cette découverte, le choix de l'hébergement joue un rôle important.

En optant pour les Résidences FENOU, le voyageur peut bénéficier d'un cadre résidentiel qui favorise à la fois repos, intimité et convivialité. L'établissement met notamment en avant quatre caractéristiques : luxe et confort, décor authentique, prix abordable et emplacement stratégique.

Cette combinaison vise particulièrement les touristes qui recherchent une alternative aux hôtels traditionnels, avec davantage de sensation de « chez-soi ».

Un séjour sans interruption grâce au groupe électrogène

Autre élément mis en avant par les Résidences FENOU : la disponibilité d'un groupe électrogène sur place. Cette solution permet à l'établissement de maintenir ses services en cas de coupure d'électricité, contribuant ainsi à assurer la continuité et le confort du séjour.

Pour un visiteur qui souhaite profiter pleinement de ses vacances, disposer d'un hébergement où les commodités essentielles restent accessibles constitue un avantage appréciable.

Porto-Novo autrement, avec FENOU comme point de départ



Séjourner aux Résidences FENOU, c'est également choisir de s'installer dans l'environnement de Porto-Novo pour mieux partir à la découverte de la ville et de ses richesses. Après une journée consacrée aux visites, aux rencontres ou aux activités professionnelles, les voyageurs peuvent retrouver un espace conçu pour la détente et le repos.

Touristes, familles, professionnels ou visiteurs de passage : les Résidences FENOU se présentent ainsi comme une solution d'hébergement alliant indépendance, confort et convivialité.

FENOU, une invitation à poser ses valises

Pour celles et ceux qui préparent un séjour à Porto-Novo, une adresse mérite donc d'être inscrite dans le carnet de voyage : les Résidences FENOU, à Djassin Houinvié – Dowa.

Loin de chez vous, retrouvez la chaleur d'un foyer. Une promesse qui résume l'esprit de ces résidences : offrir au visiteur non seulement un lieu où dormir, mais surtout un cadre où il peut se sentir chez lui pendant son séjour.

Contacts :

Djassin Houinvié – Dowa, Porto-Novo
+229 01 98 90 46 40 / 01 55 49 99 99
+229 01 95 53 43 95 / 01 55 50 07 07

Augusta DAKPOGAN

ALLADATIN CODJO BARNABÉ GUEZO

Les derniers hommages à Dah Canaton prévus pour le samedi 7 novembre 2026

Décédé à l'âge de 100 ans révolus, l'ancien agent spécial du Trésor sera conduit à sa dernière demeure le samedi 7 novembre prochain à Abomey.

La famille ALLADATIN, les dynasties royales HOUEGBADJA et GUEZO, ainsi que les familles parentes, alliées et amies s'apprêtent à rendre un ultime hommage à ALLADATIN Codjo Barnabé GUEZO, affectueusement connu sous le nom de Dah Canaton.

Endormi dans la mort le 5 octobre 2026, dans sa 101e année, le regretté était un ancien agent spécial du Trésor à la retraite. Sa disparition constitue une profonde douleur pour ses enfants, petits-enfants, arrière-petits-enfants, frères, sœurs et l'ensemble de ses proches.

Les cérémonies funèbres sont prévues pour le samedi 7 novembre 2026 à Abomey, conformément au programme établi par la famille.

La journée débutera à 10 heures par la levée du corps à la morgue du Centre hospitalier départemental (CHD) de Goho, à Abomey. À 11 heures, un discours d'enterrement sera prononcé au Bis Hôtel. La mise en place des participants prendra fin à 10 h 30.

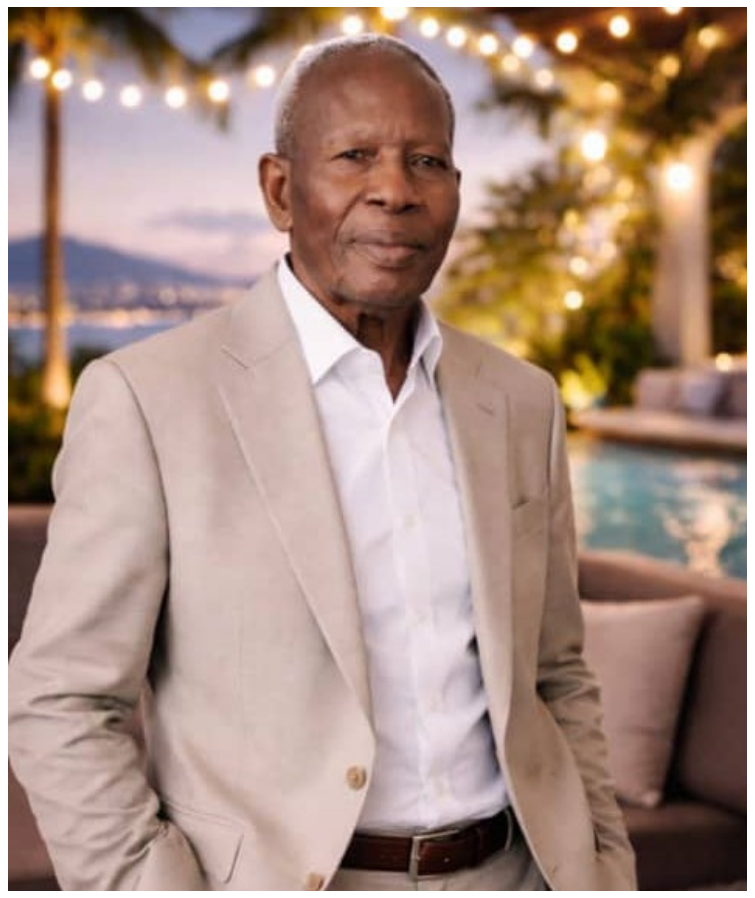
L'inhumation est prévue à 12 h 45 au domicile du défunt, dans l'intimité familiale. Les condoléances seront reçues au Bis Hôtel, immédiatement après le discours d'enterrement.

À travers cette annonce, les familles endeuillées invitent parents, amis, connaissances et toutes les personnes touchées par cette disparition à prendre part aux obsèques ou à s'unir d'intention à ces moments de recueillement.

En cette douloureuse circonstance, les pensées vont particulièrement à la famille ALLADATIN et à toutes les familles parentes et alliées, qui trouvent dans leur foi et l'espérance de la résurrection la force de traverser cette épreuve.

Que la mémoire de Dah Canaton demeure vivante dans le cœur de ses proches.

Emeric Joël ALLAGBE







CADRE DE VIE À AGATOGBO

Le réseau des femmes Xwédakunkan mobilise la communauté autour de la salubrité



Après une campagne réussie de dépistage des cancers du sein et du col de l'utérus, l'association Xwédakunkan poursuit son engagement en faveur du bien-être communautaire. Le samedi 31 octobre 2026, son réseau des femmes a conduit une vaste opération de salubrité dans l'arrondissement d'Agatogbo, avec la participation active des membres de la communauté Xweda.

L'amélioration du cadre de vie et la préservation de l'environnement restent au cœur des préoccupations de l'association Xwédakunkan. Fidèle à sa vision de développement communautaire, l'organisation a investi le terrain, le samedi 31 octobre 2026, à travers une importante campagne de salubrité initiée par son réseau des femmes. Une mobilisation citoyenne qui témoigne de la volonté de l'association de contribuer concrètement à l'assainissement du cadre de vie des populations d'Agatogbo.

Dès les premières heures de la matinée, balais, râteaux, pelles et brouettes en main, les membres de l'association se sont déployés dans plusieurs artères, espaces publics ainsi qu'au centre de santé d'Agatogbo. Après la cérémonie des couleurs, le chef d'arrondissement d'Agatogbo, Vincent Sowanou, a procédé au lancement officiel des activités. L'opération visait notamment à débarrasser les espaces publics des déchets, éliminer les dépotoirs sauvages et offrir aux populations un environnement plus propre et agréable.

Au-delà des travaux de nettoyage, cette initiative a également été l'occasion de sensibiliser les habitants aux bonnes pratiques en matière d'hygiène et d'assainissement. À travers des échanges de proximité, les équipes mobilisées ont invité les populations à adopter des comportements responsables dans la gestion des déchets ménagers et à faire de la propreté une habitude quotidienne.

Une association engagée pour le développement communautaire

Pour les responsables de Xwédakunkan, cette campagne traduit la vocation profonde de l'association : renforcer les liens de fraternité, consolider la solidarité et promouvoir l'épanouissement des communautés. Son président, Gérard Kampès Tossavi, a souligné l'importance de préserver un environnement sain comme condition essentielle au développement durable.

« Nettoyer notre cadre de vie est un acte de civisme et de solidarité. C'est en prenant soin de notre environnement que nous protégeons également la santé de nos enfants et de nos familles », a-t-il fait savoir.

Une vision partagée par Fangninou Annie, sage-femme et responsable du Centre de santé d'Agatogbo, ainsi que par le chef d'arrondissement, Vincent Sowanou. Tous deux ont salué cette initiative citoyenne et encouragé l'association à poursuivre ses actions en faveur de l'amélioration des conditions de vie des populations. Ils ont également réaffirmé leur disponibilité à accompagner les initiatives de l'organisation sur le terrain, pour le bien-être de toutes les filles et de tous les fils de la communauté.

La propreté, une responsabilité collective

Dans une ambiance empreinte de convivialité et de fraternité, cette journée de mobilisation s'est achevée sur une note de satisfaction générale. Au regard de la mobilisation enregistrée, les participants ont exprimé leur souhait de voir ces opérations se poursuivre régulièrement afin d'inscrire durablement la salubrité dans les habitudes communautaires.

L'association Xwédakunkan lance ainsi un appel à la responsabilité individuelle et collective. Pour ses responsables, la préservation d'un environnement sain ne saurait se limiter à une journée de nettoyage : elle exige l'engagement permanent de chaque citoyen.

Par ailleurs, profitant de cette mobilisation, le réseau des femmes Xwédakunkan a exprimé sa reconnaissance au chef de l'État, Romuald Wadagni, pour les actions entreprises en faveur de la promotion et de l'épanouissement de la gent féminine.

À Agatogbo, Xwédakunkan entend ainsi faire de la solidarité, de la santé et de la salubrité des leviers essentiels du développement communautaire.

Emeric Joël ALLAGBE



JUSTICE – MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE

Casier judiciaire : le Bénin passe à la délivrance instantanée en ligne

Plus besoin de courir après les pièces justificatives ni de multiplier les démarches administratives. Depuis le 1er novembre 2026, les citoyens béninois peuvent obtenir leur bulletin de casier judiciaire en quelques clics, directement sur la plateforme service-public.bj. Une avancée majeure qui consacre la digitalisation des services publics et simplifie considérablement les formalités administratives.

Le Bénin franchit un nouveau cap dans la modernisation de son administration. Le ministère de la Justice et de la Législation vient d'introduire une innovation importante dans la délivrance du bulletin de casier judiciaire : désormais, la procédure est entièrement dématérialisée et instantanée. Mise en œuvre depuis le dimanche 1er novembre 2026, cette réforme permet aux usagers d'obtenir leur document sans fournir de pièce justificative supplémentaire et sans se déplacer.

Concrètement, le citoyen n'a désormais besoin que de son Numéro personnel d'identification (NPI) et d'un téléphone ou d'un ordinateur connecté à Internet. Grâce aux données d'identification et d'état civil déjà disponibles dans les systèmes de l'administration, la vérification s'effectue automatiquement. Une fois la demande validée, le bulletin de casier judiciaire est immédiatement généré et mis à disposition pour téléchargement.

Trois clics pour obtenir son casier judiciaire

La nouvelle procédure se veut particulièrement simple et accessible. Elle repose sur trois étapes essentielles :

1. Se connecter à la plateforme officielle service-public.bj avec son NPI.
2. Sélectionner le service « Casier judiciaire en instantané ».
3. Valider la demande pour obtenir immédiatement son bulletin, téléchargeable en ligne.

Autre avantage majeur : la démarche peut être effectuée depuis n'importe quel endroit, y compris depuis l'étranger. Une facilité qui profite également aux Béninois de la diaspora, souvent confrontés aux contraintes liées aux formalités administratives à distance.

Une réforme au service de la simplification administrative

Cette innovation s'inscrit dans la vision du Président de la République, Romuald WADAGNI, notamment à travers le principe « Dites-le-nous une fois », qui vise à éviter aux citoyens de fournir plusieurs fois des informations que l'administration possède déjà.

Le ministère de la Justice et de la Législation devient ainsi le premier département ministériel à concrétiser cette approche dans un service public de grande utilité. L'objectif est clair : réduire les tracasseries administratives, limiter les déplacements, supprimer les intermédiaires inutiles et prévenir les risques de rançonnement.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE
ET DE LA LÉGISLATION
RÉPUBLIQUE DU BÉNIN

01 BP 967 Cotonou - Bénin
Tél :+229 01 21 30 25 94
+229 01 21 30 38 23
justice.sgm@gouv.bj
www.justiceetlegislation.bj

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

CASIER JUDICIAIRE : LE BÉNIN PASSE À LA DÉLIVRANCE INSTANTANÉE

Depuis le 1er novembre 2026, le bulletin du casier judiciaire est délivré sur service-public.bj sans aucune pièce justificative, en trois clics, si vous êtes connu de l'administration. Le Ministère de la Justice et de la Législation devient le premier département ministériel à mettre en œuvre le principe « Dites-le-nous une fois » voulu par le Président de la République.

Cotonou, 2 novembre 2026 Plus d'acte de naissance à téléverser, plus de pièce d'identité à numériser. Depuis le 1er novembre 2026, le citoyen qui sollicite son bulletin de casier judiciaire n'a plus à justifier de son identité : l'administration la vérifie elle-même, à partir de son numéro personnel d'identification (NPI) et des données d'état civil dont elle dispose déjà. Pour tout usager connu de l'administration, le bulletin est délivré automatiquement dès la validation de la demande, sans traitement manuel.

Pièce de justice la plus sollicitée par les citoyens – concours, recrutements, demandes de visa –, le casier judiciaire n'est plus délivré qu'en ligne depuis sa dématérialisation en juillet 2020. Une version repensée du service avait été mise en ligne le 6 mars 2026. La version « instantanée », conduite par la Direction des systèmes d'information du ministère en lien avec le Centre national du casier judiciaire (CNCJ), franchit une étape supplémentaire : ce n'est plus le citoyen qui circule entre les administrations, ce sont les données.

Trois clics, depuis un téléphone

1. Se connecter sur service-public.bj avec son NPI.
2. Sélectionner le service « Casier judiciaire en instantané ».
3. Valider la demande : le bulletin est délivré automatiquement et téléchargeable immédiatement.

La démarche s'accomplit sans déplacement ni intermédiaire, y compris depuis l'étranger, ce qui en fait également un service pleinement accessible à la diaspora béninoise.

« Dites-le-nous une fois »

Cette réforme traduit un principe inscrit dans le projet de société « Plus loin, ensemble » du Président de la République, Romuald WADAGNI : l'administration ne peut plus exiger d'un citoyen un document qu'elle a elle-même délivré. En étant le premier à le concrétiser, le Ministère de la Justice et de la Législation ouvre la voie à l'ensemble des services publics. Moins de pièces à réunir, c'est aussi moins d'intermédiaires et moins d'occasions de rançonnement.

Un document à la valeur inchangée

Le Centre national du casier judiciaire demeure garant de l'authenticité des bulletins délivrés, qui conservent la même valeur juridique et restent vérifiables. Les demandes qui ne peuvent aboutir automatiquement sont transmises au CNCJ pour traitement.

En pratique

Accès	service-public.bj
Pièces à fournir	Aucune
Frais	1 900 F CFA
Délivrance	Instantanée

CONTACT PRESSE :
Justin SOSSOU : +229 01 96 97 41 59 | jusossou@presidence.bj
Serge NONVIGNON : +229 01 48 44 11 11 | presse@presidence.bj

Une valeur juridique préservée

La digitalisation de la procédure ne remet nullement en cause l'authenticité du document. Le Centre national du casier judiciaire (CNCJ) demeure le garant de la fiabilité et de la valeur juridique des bulletins délivrés. Les demandes nécessitant un traitement particulier sont automatiquement transmises au CNCJ pour examen.

Une formalité accessible à 1 900 FCFA

Sur le plan financier, le coût de délivrance reste fixé à 1 900 FCFA. En revanche, aucune pièce justificative supplémentaire n'est désormais exigée pour effectuer la demande.

Avec cette réforme, le Bénin confirme sa volonté de bâtir une administration plus moderne, plus accessible et davantage tournée vers les besoins des citoyens. Obtenir son casier judiciaire n'est donc plus une course aux documents et aux bureaux : trois clics suffisent désormais pour accomplir cette formalité essentielle.

Emeric Joël ALLAGBE

CONTRÔLE PARLEMENTAIRE EN AFRIQUE

Gérard GBÉNONCHI conduit la délégation béninoise à la 6e Assemblée générale de l'AFROPAC à Accra



(Le président de la Commission des finances de l'Assemblée nationale partage l'expérience du Bénin sur les mécanismes de performance et de redevabilité dans la gestion des ressources publiques)

Le Bénin renforce sa présence dans les grands rendez-vous parlementaires du continent africain. Du 2 au 5 novembre 2026, une délégation de l'Assemblée nationale prend part, à Accra, au Ghana, à la 6e Assemblée générale et conférence de l'Organisation africaine des commissions des comptes publics (AFROPAC). Une rencontre de haut niveau consacrée au renforcement du contrôle parlementaire et à l'amélioration de la gouvernance financière en Afrique.

À la tête de cette délégation béninoise figure l'honorable Gérard GBÉNONCHI, président de la Commission des finances et des échanges de l'Assemblée nationale. Il est accompagné de ses collègues députés Sarako Bio Tamou, rapporteur de ladite commission, et Mounifa Karim Tidjani, ainsi que de Pierre Salako, cadre et assistant de la Commission.

Placée sous le thème : « Le contrôle parlementaire au service de la résilience : renforcer les commissions des comptes publics d'Afrique dans un paysage financier en mutation », cette conférence offre aux représentants des institutions parlementaires africaines un cadre d'échanges sur les défis liés à la gestion des finances publiques, à la mobilisation des ressources et à la transparence budgétaire.

Six panels pour renforcer l'efficacité du contrôle parlementaire

Durant quatre jours, les travaux permettront aux participants d'explorer plusieurs problématiques majeures qui conditionnent la bonne gestion des ressources publiques sur le continent. Les discussions porteront notamment sur l'architecture de la dette et de la fiscalité internationales, le rôle des parlements dans les processus de restructuration de la dette, les pertes fiscales insuffisamment détectées, ainsi que les enjeux du financement de la santé et de la résilience climatique.

Une attention particulière sera également accordée au suivi des recommandations formulées par les commissions des comptes publics. L'objectif est de dépasser le simple exercice de contrôle pour parvenir à des résultats concrets, mesurables et bénéfiques aux populations.

Six panels de haut niveau sont prévus pour approfondir ces différentes thématiques. Ils permettront notamment d'identifier les insuffisances des mécanismes actuels de contrôle, de partager les expériences nationales et de proposer des approches innovantes pour rendre les commissions parlementaires davantage performantes.

Gérard GBÉNONCHI attendu sur la question de la performance

L'une des interventions particulièrement attendues est celle du chef de la délégation béninoise, l'honorable Gérard GBÉNONCHI. Prévue pour le mardi 3 novembre 2026, sa communication portera sur le sous-thème : « Des commissions des comptes publics performantes : focus sur la performance ».

Cette intervention constitue une occasion pour le parlementaire béninois de partager des réflexions et des expériences sur les conditions nécessaires à l'amélioration de l'efficacité des commissions des comptes publics. Elle mettra en perspective l'importance d'un contrôle parlementaire rigoureux, capable d'influencer positivement les pratiques de gestion, de renforcer la responsabilité des gestionnaires publics et de favoriser une utilisation optimale des ressources de l'État.

Au-delà des communications, les délégations participantes sont invitées à présenter les expériences de leurs pays respectifs, aussi bien les acquis que les difficultés rencontrées. Chaque session devra déboucher sur des recommandations opérationnelles précisant les responsabilités, les actions à entreprendre et les mécanismes de suivi.

Le Bénin engagé pour une gouvernance financière plus performante

La participation de l'Assemblée nationale du Bénin à cette rencontre continentale traduit l'intérêt accordé au renforcement des mécanismes de contrôle de l'action publique. Dans un contexte marqué par les défis de l'endettement, de la mobilisation des recettes fiscales et des besoins croissants de financement du développement, le contrôle parlementaire apparaît comme un instrument essentiel de transparence et de redevabilité.

Pour le Bénin, cette rencontre représente également une opportunité de contribuer à la réflexion africaine sur les réformes nécessaires à une meilleure gouvernance des finances publiques.

Créée le 2 septembre 2013 à Arusha, en Tanzanie, l'Organisation africaine des commissions des comptes publics (AFROPAC) est un réseau continental qui œuvre à la promotion de la transparence, de la responsabilité institutionnelle et de la bonne gouvernance dans la gestion des ressources publiques.

À Accra, le rendez-vous est donc celui du partage d'expériences, de l'amélioration des pratiques parlementaires et de la recherche de solutions durables pour faire du contrôle des finances publiques un véritable levier de développement pour les nations africaines.

Emeric Joël ALLAGBE



AFRICA TOURISM AWARDS 2026

Le Bénin décroche quatre distinctions et affirme son ambition touristique

Le patrimoine culturel béninois et les initiatives de promotion de la destination Bénin viennent de recevoir une nouvelle reconnaissance à l'échelle continentale. À l'occasion des Africa Tourism Awards 2026, le pays a remporté quatre distinctions, dont trois récompensant directement son attractivité touristique et les actions de Bénin Tourisme.



Le Bénin poursuit son ascension sur la scène touristique africaine. Le pays vient de s'illustrer aux Africa Tourism Awards 2026 en remportant quatre distinctions, une reconnaissance qui met en lumière les efforts déployés pour faire du tourisme un secteur stratégique de développement économique, culturel et social.

Parmi les distinctions annoncées figurent notamment les titres de « Destination touristique de l'année », de « Destination culturelle de l'année » et d'« Agence nationale du tourisme de l'année », attribué à Bénin Tourisme. Ces récompenses consacrent à la fois l'attractivité du territoire national, la richesse de son patrimoine et le travail de promotion conduit pour renforcer sa visibilité auprès des visiteurs et des professionnels du secteur.

Cette reconnaissance continentale intervient dans un contexte marqué par la volonté des autorités béninoises de faire du tourisme un véritable moteur de croissance et de création de richesses. À travers la valorisation des sites historiques, des traditions, des expressions artistiques, des paysages et des différentes composantes du patrimoine national, le Bénin entend diversifier son offre et consolider son positionnement parmi les destinations touristiques africaines.

Pour Bénin Tourisme, cette distinction constitue également une reconnaissance du travail de promotion et de structuration de la destination. Elle met en évidence l'importance des stratégies de communication, de valorisation culturelle et de rayonnement international dans la construction d'une image touristique attractive.

Au-delà des trophées, ces récompenses représentent une vitrine supplémentaire pour le Bénin et une invitation à poursuivre les investissements dans les infrastructures, les services touristiques, la formation des acteurs et la préservation du patrimoine.

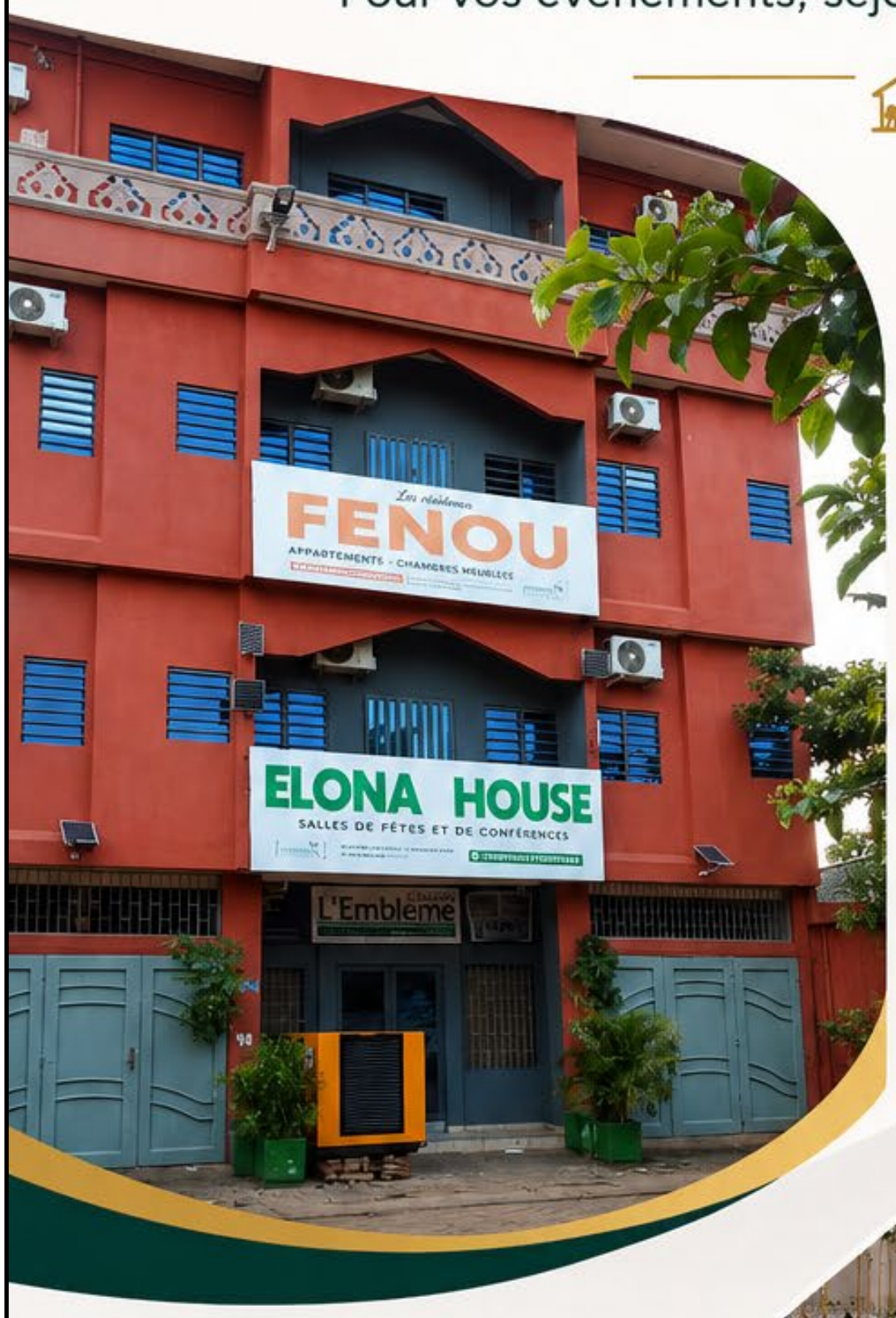
Avec ces quatre distinctions aux Africa Tourism Awards 2026, le Bénin consolide ainsi sa présence dans le paysage touristique africain et poursuit son ambition de faire de ses richesses naturelles et culturelles un atout majeur de son développement.

Emeric Joël ALLAGBE

Deux espaces d'exception,

UN CONFORT ABSOLU

Pour vos événements, séjours et moments inoubliables.



Les résidences

FENOU

Votre confort, notre priorité

- Chambres privées et cuisine conviviale
- Luxe et confort, décor authentique
- Emplacement stratégique
- Groupe électrogène disponible







ELONA HOUSE

Salles de fêtes et de conférences

Mariage, anniversaire, communion, baptême, colloque professionnel ou simple moment en famille… Elona House est l'espace idéal pour toutes vos célébrations, au cœur d'un cadre naturel préservé.

- ASSISTANCE TECHNIQUE PRO
- GRANDE CAPACITÉ MODULABLE
- SALLES CLIMATISÉES
- GROUPE ÉLECTROGÈNE DISPONIBLE

Djassin Hounvié - Dowa (Porto-Novo)

+229 0198904640 / 0155499999

+229 0195534395 / 0155500707

GROUPE ÉLECTROGÈNE DISPONIBLE SUR LES DEUX SITES